

RESUME

Du fait de la liberté contractuelle, il existe de nombreuses clauses différentes qui peuvent être prévues dans un contrat et en encadrer le déroulement.

Ces clauses sont soumises à des conditions de validité précisées par la loi et/ou la jurisprudence.

On peut classer ces clauses en trois catégories :

- les clauses relatives aux modalités d'exécution du contrat.
- les clauses relatives à l'évolution du contrat.
- les clauses relatives aux difficultés d'exécution du contrat.

Les clauses relatives **aux modalités d'exécution du contrat** sont les plus nombreuses. Elles permettent en effet aux parties d'aménager le contrat en cause afin qu'il soit exécuté selon des modalités qu'elles fixent d'un commun accord.

Ces clauses sont :

- la clause de réserve de propriété ;
- la clause de transfert des risques ;
- la clause fixant un terme ;
- la clause de non-concurrence ;
- la clause de dédit ;
- la clause d'inaliénabilité ;
- la clause de solidarité ;
- la clause de stipulation pour autrui.

Les clauses relatives **à l'évolution du contrat** permettent aux contrats à exécution successive de s'adapter aux contraintes et aux évolutions de leur environnement sans cesse renouvelé. Il s'agit principalement des clauses de révision et d'indexation.

Les clauses relatives **aux difficultés d'exécution du contrat** sont également assez nombreuses. Elles permettent d'anticiper ou de régler les conflits entre les parties en cas de mauvaise exécution de ses obligations par l'une d'entre elles. Ces clauses sont :

- les clauses exonératoires ou limitatives de responsabilité ;
- la clause pénale ;
- la clause attributive de compétence ;
- la clause compromissoire ;
- la clause résolutoire.

Toutes ces clauses sont soumises à des conditions de validité qui varient selon les situations. Elles peuvent se trouver dans des contrats très divers. Le non-respect de ces conditions de validité est cause de nullité de la clause, voire même du contrat lui-même.

CORRIGES APPLICATIONS

★★ EXERCICE 3 Analyse d'arrêt : effets de la nullité d'un contrat X 20 minutes

Arrêt de la Cour de cassation, chambre commerciale

Audience publique du mardi 5 février 2013

N° de pourvoi : 12-11720

Attendu, selon l'arrêt attaqué (Montpellier, 25 octobre 2011), que le 17 mai 2005, M. X... (la caution) s'est rendu caution solidaire envers la banque Dupuy de Parseval (la banque) des engagements de la société, dont il était le gérant ; que le 26 septembre 2005, cette dernière ayant été mise en liquidation judiciaire, la banque a déclaré sa créance ; qu'après avoir intégralement exécuté son engagement le 15 novembre 2005, la caution a assigné la banque, en nullité de cet engagement ;

Attendu que la caution fait grief à l'arrêt d'avoir infirmé le jugement prononçant la nullité de son engagement et condamnant la banque à lui restituer une certaine somme alors, selon le moyen, qu'est nul l'engagement de caution pris par acte sous seing privé par une personne physique envers un créancier professionnel qui ne comporte pas les mentions exigées par les articles L. 341-2 et L. 341-3 du Code de la consommation ; que cette nullité d'ordre public ne peut être couverte par l'exécution de son engagement par la caution ; qu'en décidant que l'exécution par la caution de son engagement pris en vertu d'un acte de cautionnement nul pour défaut des mentions manuscrites exigées par les articles L. 341-2 et L. 341-3 du Code de la consommation valait confirmation de l'acte, la cour d'appel a violé ensemble ces articles ;

Mais attendu que la violation du formalisme des articles L. 341-2 et L. 341-3 du Code de la consommation, qui a pour finalité la protection des intérêts de la caution, est sanctionnée par une nullité relative, à laquelle elle peut renoncer par une exécution volontaire de son engagement irrégulier, en connaissance du vice l'affectant ; qu'ayant constaté que l'engagement litigieux ne comportait pas les mentions légales prescrites, l'arrêt retient que la caution, après avoir souscrit un prêt à cette fin, a réglé les sommes dues, sans mise en demeure préalable et en dépit des conseils contraires de son avocat et de son comptable et, qu'ainsi conseillée, elle a agi en toute connaissance de cause ; que de ces constatations et appréciations, la cour d'appel a pu déduire que la caution avait entendu réparer le vice affectant son engagement, de sorte que cette confirmation au sens de l'article 1338 du Code civil, l'empêchait d'en invoquer la nullité ; que le moyen n'est pas fondé ;

PAR CES MOTIFS : REJETTE le pourvoi.

1. Présentez les parties et les faits.
2. Quel est le motif de nullité invoqué par le demandeur ?
3. Quel est problème de droit posé à la Cour de cassation ?
4. Présentez la solution rendue par la Cour de cassation. Quel motif invoque-t-elle pour la justifier ?

CORRIGES

QCM

- 1.c. Pour être valable, une clause de réserve de propriété doit être prévue dans un écrit au plus tard au moment de la livraison.
- 2.b. La clause de transfert des risques permet de dissocier le transfert des risques du transfert de propriété. Ce transfert peut avoir lieu avant ou après le transfert de propriété selon les cas.
- 3.a. Pour être valable, la clause d'inaliénabilité doit obligatoirement être limitée dans le temps car elle porte atteinte à une prérogative essentielle du droit de propriété qui est l'*abusus*.
- 4.a. La clause de dédit permet de révoquer unilatéralement un contrat en général contre le versement d'une somme d'argent. Il ne s'agit pas d'une annulation car il n'y a pas de remise en l'état des parties de façon rétroactive.
- 5.c. La clause de révision et la clause d'indexation sont des clauses proches mais différentes, la clause de révision étant plus large. La clause de révision prévoit une révision du contenu du contrat, ce qui peut ne pas concerner uniquement le prix. La clause d'indexation concerne directement le prix.
- 6.a. La clause pénale est une clause qui prévoit le versement d'une somme d'argent en cas d'inexécution d'une obligation. Cette somme d'argent représente les dommages et intérêts permettant de compenser le préjudice du fait de l'inexécution du contrat. Il s'agit d'une sanction civile et non pénale.
- 7.c. La clause concernant la compétence d'attribution est valable uniquement dans des cas ou situations très limités. La compétence d'attribution est en principe une compétence d'ordre public.

EXERCICES

★ EXERCICE 1 Cas Bagel Cornet ⌘ 20 minutes

1. Vérifiez la validité de l'article 6.

Principes juridiques

La clause de non-concurrence est une clause par laquelle l'une des parties s'engage à ne pas faire concurrence à l'autre partie à l'issue du contrat. Pour être valable, elle doit être justifiée par un intérêt légitime et proportionnée au but recherché.

Depuis la loi du 6 août 2015, les conditions de validité d'une clause de non-concurrence prévue dans un contrat de franchise sont explicitement prévues par la loi :

- concerner des biens et services en concurrence avec ceux qui font l'objet du contrat de franchise ;
- être limitée aux terrains et locaux à partir desquels l'exploitant exerce son activité pendant la durée du contrat de distribution ;
- être indispensable à la protection du savoir-faire substantiel, spécifique et secret transmis dans le cadre du contrat de distribution ;
- ne pas excéder une durée d'un an après l'échéance ou la résiliation du contrat.

Application au cas

En l'espèce, la clause de non-concurrence est prévue dans le contrat de franchise émis par la société Bagel. On peut considérer qu'elle remplit deux conditions de validité : elle concerne les biens faisant l'objet du contrat de franchise et est indispensable à la protection du savoir-faire transmis par le franchiseur, la société Bagel, du fait de la spécificité des produits vendus.

Cependant, elle ne respecte pas les deux autres conditions : elle devrait être limitée géographiquement. La franchise étant ouverte à Rennes, la clause de non-concurrence ne peut s'appliquer sur tout le territoire. Elle devrait être limitée dans le temps à un an et non à trois ans comme indiqué dans la clause.

Cette clause de non-concurrence, formulée telle quelle, n'est donc pas valable.

2. Quels seraient les effets en cas de non-respect de l'article 6, sous réserve qu'il soit valable ?

Principes juridiques

Si une contrepartie financière est prévue dans la clause de non-concurrence, son non-respect empêche le versement de cette contrepartie. De plus, le cocontractant peut demander le versement de dommages et intérêts pour le préjudice qu'il subit en raison du non-respect de cette clause.

Application au cas

Si cette clause est reformulée pour être valable, Jasmine et Myriam devront la respecter. Si elles ouvrent une nouvelle boutique de bagels sans respecter les limites dans le temps et dans l'espace fixées par la clause, alors la société Bagel, le franchiseur, pourra leur demander le versement de dommages et intérêts pour le préjudice subi.

Elle devra apporter la preuve d'un préjudice à travers la baisse de son chiffre d'affaires liée à une perte de clientèle du fait de cette ouverture concurrente.

3. Que pensez-vous de la validité de l'article 14 ?

Principes juridiques

La clause attributive de compétence est une clause par laquelle les parties décident à l'avance de la compétence de la juridiction chargée d'étudier tout litige qui pourrait survenir entre elles à l'occasion du contrat. À part dans les actes mixtes et l'attribution de la compétence au TGI, tribunal de droit commun, les clauses concernant la compétence d'attribution sont interdites.

Les clauses décidant de la compétence territoriale sont valables à condition d'être présentes dans des contrats conclus entre commerçants et d'avoir été expressément acceptées par les parties.

Application au cas

En l'espèce, il s'agit d'une clause attributive de compétence.

Le contrat de franchise n'est pas forcément un contrat commercial. Il faut tenir compte de l'activité exercée. Ici, il s'agit d'une activité commerciale : achat pour revendre ; les parties, franchiseur et franchisé, sont deux commerçants.

La clause attributive de compétence est présente dans un contrat conclu entre commerçants et expressément acceptée par les parties. Le fait d'attribuer la compétence aux juridictions situées à Marseille est valable.

En revanche, la clause concernant la compétence d'attribution ne peut être valable que si le contrat est civil et que le tribunal désigné est le TGI. Ici, le contrat étant signé entre deux commerçants, seul le tribunal de commerce est compétent. Cette clause n'est pas valable.

★★ EXERCICE 2 Cas SARL SupRénov ⌘ 30 minutes

1. Les clauses proposées par David sont-elles valables ?

Principes juridiques

La **clause exonératoire de responsabilité** est une clause qui prévoit que le débiteur ne verra pas sa responsabilité engagée en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution de son obligation. Cette clause est valable entre professionnels sauf :

- si elle porte sur l'obligation essentielle du contrat ;
- si le débiteur a commis une faute intentionnelle ou inexcusable.

La **clause fixant un terme** est une clause prévoyant que l'obligation ne sera exécutée qu'à l'issue d'un certain délai. Cette clause est valable à condition de ne pas créer un déséquilibre significatif entre les obligations des parties. De plus, le juge peut accorder un délai supplémentaire en fonction des circonstances.

La **clause de révision des prix** est une clause prévoyant une renégociation régulière du prix au cours de l'exécution du contrat qui est à exécution successive. Dans les contrats de marchés de travaux publics, elle est possible dès lors que les travaux durent plus de trois mois. Elle permet de tenir compte de la variation du prix des matières premières. Elle doit être suffisamment précise et reposer sur des critères objectifs.

Application au cas

La **clause prévue dans l'article 1** est une clause exonératoire de responsabilité. Elle n'est pas valable car l'objet des contrats signés par la SARL SupRénov est la rénovation de bâtiments qui doivent donc être conformes aux normes de construction. Cette clause a pour effet de vider le contrat de son objet, ce qui la rend nulle.

La **clause prévue dans l'article 2** est une clause fixant un délai avant le commencement des travaux. Cette clause n'est pas valable car le délai n'est pas clairement défini et peut être fixé de façon unilatérale par la SARL SupRénov.

La **clause prévue dans l'article 3** est une clause de révision des prix. Elle ne semble pas valable car la modification du prix serait faite de façon unilatérale par la SARL SupRénov, ce qui n'est pas possible dans un contrat synallagmatique. De plus, elle doit prévoir de façon plus précise les évolutions qui sont causes de révision du prix.

2. Proposez une nouvelle rédaction de ces clauses pour les mettre en conformité avec la loi.

Principes juridiques

Un rappel des règles de droit n'est pas utile. Il faut se référer aux règles de droit énoncées dans la réponse à la première question.

Application au cas

Article 1

A supprimer totalement.

« Article 2

L'exécution du contrat de rénovation de bâtiments conclu entre la SARL SupRénov et son client ne peut débiter qu'à l'issue d'un délai d'un mois permettant à la SARL SupRénov d'organiser au mieux le chantier avant de le commencer, en faisant appel, si nécessaire, à des sous-traitants. Le client doit être informé dès la signature du

contrat de ce délai qui ne se justifie que si la SARL SupRénov a réellement des démarches à faire pour permettre l'ouverture du chantier.

Article 3

Dans les contrats signés avec une personne publique, et en cas de variations de plus de 10 % des cours des matières premières, les parties acceptent de renégocier le contenu du contrat et notamment le prix pour tenir compte de ces variations. »

★★ EXERCICE 3 Analyse d'arrêt : effets de la nullité d'un contrat X 20 minutes

1. Présentez les parties et les faits.

Les parties : le demandeur est M. X, la caution ; le défendeur est la banque Dupuy de Parseval, bénéficiaire de la caution.

Les faits : le 17 mai 2005, M. X... s'est rendu caution solidaire envers la banque Dupuy de Parseval des engagements de la société, dont il était le gérant. Le 26 septembre 2005, cette dernière ayant été mise en liquidation judiciaire, la banque a déclaré sa créance. Après avoir intégralement exécuté son engagement le 15 novembre 2005, la caution a assigné la banque, en nullité de cet engagement.

2. Quel est le motif de nullité invoqué par le demandeur ?

La caution invoque la nullité de son engagement pour non-respect d'une condition de forme qui est une condition de validité du contrat de cautionnement.

En effet, le Code de la consommation dispose que le contrat de cautionnement doit contenir des mentions manuscrites obligatoires pour être valable. Pour le demandeur, ce principe est d'ordre public et ne peut être régularisé.

3. Quel est problème de droit posé à la Cour de cassation ?

L'absence de mentions manuscrites obligatoires entraîne-t-elle une nullité du contrat d'ordre public ? Cette absence peut-elle être régularisée par exécution de la caution ?

4. Présentez la solution rendue par la Cour de cassation. Quel motif invoque-t-elle pour la justifier ?

La Cour de cassation valide la régularisation du contrat de cautionnement par son exécution par la caution.

Le non-respect des règles de formalité est cause de nullité relative et non absolue. En effet, ce formalisme a pour but de protéger un intérêt particulier, celui de la caution.

De ce fait, la caution peut renoncer au recours en nullité en exécutant de façon volontaire l'acte en connaissance de cause.

En l'espèce, M. X était informé de la nullité du contrat de cautionnement et a souhaité tout de même l'exécuter. Il ne peut ensuite en invoquer la nullité.